



## Déclaration conjointe des organisations membres de SOS Nicaragua Europe

La communauté nicaraguayenne et les comités de solidarité avec le Nicaragua, organisés au sein de la plateforme « SOS Nicaragua Europe », présents en Espagne, Italie, France, Belgique, Hollande, Royaume-Uni, Danemark, Irlande, Autriche, Finlande, Allemagne, Suisse et Suède, mettent en garde contre le fait que la situation de répression déclenchée depuis avril 2018 se voit aggravée par les graves événements survenus dans la gestion irresponsable de la pandémie COVID-19 par le gouvernement. En effet, les autorités ont non seulement refusé de prendre des mesures pour protéger la population, mais elles l'ont résolument exposée au danger à travers :

- l'organisation et la promotion d'événements ou de manifestations ayant donné lieu à des rassemblements de personnes, tant à Managua que dans les départements.
- des opérations porte à porte réalisées par des fonctionnaires et des partisans du parti au pouvoir, sans aucune mesure de sécurité, ce qui les met en danger, eux et les familles qu'ils visitent.
- l'interdiction d'entrée sur le territoire de Nicaraguayens qui souhaitent retourner au pays, les laissant sans défense et sans qu'aucun effort diplomatique n'ait été entrepris pour s'occuper d'eux.
- le manque d'accès à l'information, ainsi que l'absence de diffusion ample, transparente et véridique des données sur la pandémie, auxquels s'ajoutent une campagne de stigmatisation envers les membres de la société civile qui, compte tenu du manque d'information, effectuent un suivi citoyen de la situation liée au Covid 19 au Nicaragua.

Il est donc impossible d'évoquer une simple négligence dans le traitement des risques de contagion. Les directives imposées au personnel de santé de ne pas porter de masques ou d'équipements de protection montrent plutôt une volonté délibérée de tirer un bénéfice politique de la crise sanitaire.

Cette situation se produit dans un contexte répressif, maintenu et renforcé par un État policier depuis avril 2018. Ainsi, entre le 28 mars et le 4 mai 2020, 92 personnes au total ont été arbitrairement détenues pour des raisons politiques ; le 19 avril, la police nationale a sévèrement réprimé les habitants de la municipalité de Moyogalpa sur l'île d'Ometepe, avec pour conséquence que de nombreuses personnes ont dû se réfugier dans les bois avoisinants. De même, des attaques contre les communautés paysannes et indigènes de l'intérieur du pays continuent d'être signalées.

À ce jour, le gouvernement nicaraguayen ne s'est pas conformé à la résolution du Parlement européen du 14 mars 2019 (2019/2615(RSP)), qui demandait le rétablissement du respect absolu des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le pays, ainsi que l'adoption de mesures urgentes pour la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers politiques ; l'arrêt immédiat de toute forme de répression contre les citoyens nicaraguayens, y compris la fin du harcèlement, de l'intimidation, de l'espionnage et de la persécution des dirigeants de l'opposition. La résolution demande également l'élimination



de toutes les restrictions actuelles aux libertés civiles et politiques, la restitution de la personnalité juridique et de la propriété aux organisations de défense des droits de l'homme, le retour des organisations internationales dans le pays, la démilitarisation des espaces publics et le désarmement des groupes paramilitaires.

Sur cette base, nous vous demandons de faire tout votre possible pour que le gouvernement du Nicaragua prenne les mesures suivantes :

1. La libération totale de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes privées de liberté ayant déjà purgé leur peine, ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à prévenir le covid-19 et un changement de régime pénitentiaire pour les personnes privées de liberté malades, ayant commis des délits mineurs ou sur le point d'achever de purger leur peine.
2. La cessation immédiate du harcèlement et de la répression, afin de garantir le plein exercice des droits et libertés citoyens
3. Une transparence absolue dans l'utilisation des ressources et/ou des dons. Des mécanismes doivent être mis en place pour assurer un contrôle adéquat de l'utilisation des fonds, afin qu'ils soient utilisés dans une transparence absolue et sous le contrôle des organismes qui les ont fournis. La transparence comprend des informations publiques, véridiques et actualisées concernant les montants, les utilisations et les destinations, afin d'éviter les détournements destinés à financer des actions répressives ou des programmes sociaux favorisant des personnes en raison de l'appartenance à un parti.
4. Tous ces objectifs ne seront atteints qu'en garantissant que les organisations de la société civile ont toute liberté d'exercer leurs fonctions d'audit social et d'observation, ainsi que celle d'influer sur des politiques publiques traitant efficacement les impacts de la pandémie.
5. Retour des organisations internationales de défense des droits de l'homme pour observer et faire un suivi des événements qui ont eu lieu depuis avril 2018, ainsi que ceux qui se produisent dans le contexte de cette pandémie.
6. Soutenir la résolution du HCDH, en prolongeant son mandat sur le cas du Nicaragua, afin que soient honorées les recommandations énoncées dans le rapport présenté par le Haut-Commissaire en septembre 2019 ((A / HRC / 42/18).

Dans le contexte actuel, il est urgent d'agir pour la protection de la vie de tous les habitants du Nicaragua, indépendamment de leur idéologie, croyance ou condition sociale. Notre plateforme rassemble des personnes de différentes sensibilités politiques et sociales, mais nous nous accordons sur le fait que les abus du régime Ortega-Murillo et son attitude criminelle face à la pandémie du Coronavirus transcendent toute considération idéologique.

Sincèrement,

Les organisations soussignées,



## ORGANISATIONS SIGNATAIRES MEMBRES DE LA PLATEFORME SOSNICARAGUA-EUROPE

- Unidos por Nicaragua
- Soy Nicaragua en Zaragoza
- Espacio Azul y Blanco Zaragoza
- Bailamos Por Nicaragua
- Feministas Autoconvocadas de Barcelona
- Feministas Madrid por Nicaragua
- Unión Nicaragüense de Autoconvocados/Europa
- Articulación de Movimientos Sociales de Nicaragua/Europa
- SosNicaragua-Francia
- Collectif de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua
- Comité Nicaragua Occitanie
- SosNicaragua-Holanda
- Nicas en Holanda
- SosNicaragua-Leipzig
- SosNicaragua-Freiburg
- Informationsbüro Nicaragua
- Voces del Exilio
- SosNicaragua-Bélgica
- SosNicaragua-Italia
- SosNicaragua-Suiza
- SosNicaragua-Suecia
- Nicaragua måste överleva
- Autoconvocados en Escania
- SosNicaragua-Noruega
- SosNicaragua-Finlandia
- SosNicaragua-Irlanda
- SosNicaragua-Austria



INFORMATIONSBÜRO  
NICARAGUA e.V.

